

plus, sauf pour des denrées qu'ils ne peuvent trouver ailleurs. Or, la liste de ceux-ci est trop restreinte pour qu'ils puissent faire l'objet d'un commerce extérieur profitable. Elle ne compte presque pas dans l'ensemble de notre économie nationale et de notre commerce intérieur.

Qu'il me soit permis d'exprimer ce truisme en d'autres termes. Le gros bon sens me persuade que nous ne pouvons pas obtenir pour notre dollar plus que ce qu'il vaut. Le moyen de s'en assurer pour le Gouvernement n'est pas de mettre une étiquette indiquant le prix de notre dollar, mais de l'offrir sur la place publique afin de savoir ce que les négociants du monde offriront en retour. Ce n'est que le jour où nous libérerons notre devise du contrôle des changes, et où nous permettrons qu'elle circule librement, que nous connaîtrons non seulement sa valeur réelle, mais aussi la solidité fondamentale de notre économie. Pour établir une saine devise, il faut se rappeler que la rencontre du change libre et des autres devises sur le terrain d'épreuve du marché quotidien permet d'équilibrer et de régler l'économie d'une nation. Il ne faut pas que notre devise soit élevée au point d'empêcher les autres nations d'acheter chez nous. Elle ne doit pas non plus s'avilir tellement que le Canada ne puisse l'utiliser pour acheter à l'étranger les denrées dont il a besoin. Les légères fluctuations quotidiennes nous préviennent de tout écart tendant au déséquilibre. Alors les importations ou les exportations s'ajustent pour rétablir l'équilibre. Tel est le fonctionnement fort simple du dollar libre. C'est ainsi qu'il a fonctionné à travers les âges chaque fois que les décrets d'État et les monopoles ne l'ont pas entravé.

D'autre part, le contrôle du change n'a jamais réussi. C'est essentiellement un tripatouillage de la devise nationale. Autrefois, lorsque les rois jouaient avec la devise, ils se faisaient couper la tête. Aujourd'hui, chaque fois que les gouvernements se mêlent d'altérer la devise du pays sous prétexte de contrôler le change, c'est invariablement la population qui écope. La situation actuelle, hélas, ne le révèle que trop.

On peut se demander si, depuis une décennie, en vertu des achats en grande quantité régis par l'État, nous n'avons pas perdu pour une bonne part notre capacité d'acheter et de vendre sur les marchés de concurrence à l'étranger. Nous avons peut-être perdu le sens des échanges commerciaux. La perte de nos marchés d'exportation traditionnels et l'absence de moyens d'acheter au Royaume-Uni les denrées dont il y a pénurie chez nous et que nous avons dû acquérir avec les rares dollars américains, nécessitent l'attention im-

médiate du Gouvernement. Il existe, il est vrai, une commission permanente du commerce ainsi qu'un conseil du commerce entre la zone du dollar et la zone du sterling. Cela témoigne que les gens de l'extérieur s'alarment au point de prendre d'eux-mêmes certaines dispositions. Sauf erreur, le Gouvernement voit d'un bon œil ces efforts. Il ne pourrait faire autrement puisqu'il ne s'est pas beaucoup soucié de résoudre le problème. Ces efforts, tout louables qu'ils soient, ne sont néanmoins que des tentatives.

La perte de nos marchés traditionnels peut avoir de telles conséquences sur notre avenir économique qu'à mon avis les hauts fonctionnaires devraient examiner le problème aussitôt que possible. A cette fin, le gouvernement canadien devrait faire des démarches en vue de convoquer le plus tôt possible une conférence du commerce impérial. Je ne songe pas, en formulant cette proposition, à rétablir les barrières douanières ni à violer les termes des accords commerciaux de Genève et d'An-necy. Mais je suis très persuadé que si les hauts fonctionnaires de toutes les parties du Commonwealth se concertaient pour résoudre le problème, tous les pays intéressés en bénéficieraient grandement.

Monsieur l'Orateur, le grand Commonwealth des nations britanniques compte encore parmi les principales puissances commerçantes. C'est encore vers ce groupe que nous devons tourner nos regards. Le sort de 500 millions d'habitants est en jeu. La Grande-Bretagne a tenu plus longtemps que toute autre grande organisation internationale. Au début des années trente, après la débacle économique, une conférence impériale a eu lieu à Ottawa. Même certains de ceux qui siègent à votre droite et dont le jugement est parfois sain, monsieur l'Orateur, en ont trop souvent oublié les résultats. Ils devraient savoir qu'il n'y a aucune tentative commerciale dont on ait si peu tenu compte que des accords commerciaux du Commonwealth britannique conclus à Ottawa en 1932. Si quelqu'un en doute, je l'invite à consulter la statistique. Il constatera que les échanges commerciaux au sein du Commonwealth ont augmenté, pendant les cinq ans qui ont suivi les accords impériaux, d'au moins 52 p. 100.

Nous faisons partie de cette grande institution internationale, monsieur l'Orateur, et, en dépit de nos étroites relations avec la grande république du sud, nous ne devons pas négliger un marché qui a été notre meilleur débouché pendant cinquante ans. L'invasion des marchés traditionnels du Canada par les pays communistes ou dominés par les communistes, sont une preuve concluante de l'à-propos de tenir une conférence du genre de